

CIBLE

Scrutins

Inouï ! Jean-Pierre Raffarin a réinventé le septennat.

Comment ? Par voie d'annonce, faite en toute simplicité à Châtelaiillon-Plage, Charente-Maritime.

Pour qui ? Il ne s'agit pas de la durée des fonctions présidentielles mais du mandat des élus municipaux et départementaux qui sera reporté « de six à douze mois ». Comme les élections municipales ont lieu tous les six ans, le maire deviendra provisoirement un élu quasi-septennal.

La raison de cette rallonge ? On s'est aperçu que cinq élections auraient lieu en 2007 : la présidentielle, les législatives, les municipales et les cantonales au printemps, les sénatoriales en septembre. Cette conjonction porte à la confusion et risque de favoriser l'abstention...

MM. Chirac et Jospin s'étaient ralliés au quinquennat présidentiel au nom de la « modernisation » de la vie politique – de la rationalité, de la transparence.

Ah ! Ouiche... Déjà, les élections régionales et européennes ont été transformées de facto en simili législatives. Et voici que le maire et le président de conseil général deviennent les champions de France de la durée du mandat, battant de deux ans le chef de l'État. C'est n'importe quoi.

ROYALISME

Principes et hommes d'action

Modèle

**Hubert
Lyautey**

p. 8/9

Albanie

**Ils luttent
pour le roi**

p. 6/7

Le temps du mépris

Une abstention record, des électeurs qui « sortent les sortants » et des partis politiques en crise. La démocratie n'est pas à la fête.

Une déroute aux régionales, suivie d'une « claque » aux européennes, la majorité est en déconfiture. Le Premier ministre, malgré ses airs patelins qui ne trompent plus personne, est totalement déconsidéré. Pourtant, on ne change pas une équipe qui perd et Jacques Chirac lui renouvelle sa confiance malgré un double désaveu. L'hypothèque Juppé et la menace Sarkozy bloquent tout changement. Certes, le chef de l'État est constitutionnellement dans son droit, mais l'ampleur de la défaite pose problème et le maintien de Jean-Pierre Raffarin apparaît à beaucoup comme méprisant pour les électeurs. Circulez, il n'y a rien à voir !

Ou, plutôt, les électeurs n'ont pas bien compris. Et les battus d'entonner la rengaine « on n'a pas assez expliqué aux Français les réformes et notre politique ». À se demander à quoi servent les campagnes électorales ! Donc, le peuple s'est « trompé ». Ils n'en sont pas encore à changer le peuple mais, au train où vont les cho-

ses... L'UMP qui devait rassembler toutes les droites et le centre réalise donc des scores très faibles (16,64 % aux européennes) surtout si on le rapporte au nombre des inscrits. L'UDF qui, à défaut de propositions très différentes en matière économique et sociale, n'a pour elle que le caractère de son chef et sa ténacité à conserver sa boutique, parvient à préserver son existence honorablement. Mais le résultat global n'est guère glorieux. Pendant ce temps, Philippe de Villiers entretient l'héritage d'un souverainisme divisé avec une campagne caricaturale axée sur le rejet d'une Turquie déjà associée à l'Europe. Et la famille Le Pen gère son fonds de commerce xénophobe et pseudo patriotique avec constance.

Après avoir raflé la mise aux régionales, le parti socialiste est devenu, à l'occasion des européennes, le « premier parti de France ». Avec 28,89 % des votants, un tandem Laguiller-Besancenot réduit à la portion congrue (l'effet du vote « utile » ?) et un PC à 5,24 %, il n'y a pas de quoi crier

victoire. Surtout quand l'abstention passe de 39 % aux régionales à plus de 57 % aux européennes, après deux campagnes atones réduites à quelques jeux d'apparences. Le PS ne doit son « succès » qu'au rejet d'une droite arrogante. « Le phénomène se produit avec régularité depuis vingt ans : élues avec un soupçon d'espoir mais de plus en plus souvent dans la résignation, les équipes au pouvoir sont vite récusées. Pour bouter les potentats bleus ou roses, une large fraction de l'électorat se sert de ce qu'elle a sous la main... » (1). À présent, nous sommes censés vouloir le retour de la gauche, deux ans après l'humiliante défaite de Lionel Jospin, arrivé derrière un tribun populiste et xénophobe. Pourtant, les socialistes se sont largement moqués du monde en faisant dernièrement campagne sur le slogan creux d'une « Europe sociale » chaque jour plus improbable. « Lionel Jospin a entériné la ligne ultra-libérale définie par MM Aznar, Blair et Chirac au sommet de Lisbonne », il est « co-responsa-

ble de l'invraisemblable traité de Nice » et « la gauche plurielle a privatisé plus que la droite réactionnaire » (2). La gauche comme la droite se sert trop souvent de l'Europe pour tenter de faire passer une politique que, le plus souvent, elles ne défendent pas à visage découvert sur le plan national. Est-ce surprenant, puisque « presque tous les oligarques sont issus du même moule. Comme à l'ENA, leur carrière se joue au quart de point dans une surenchère de conformisme social et intellectuel stimulé par l'orgueil de caste » (1).

Confusément, les Français sentent que les partis sont en grande partie des coquilles vides qui servent surtout de tremplin aux ambitions des présidentiables et de leur cour. Ils ont le sentiment que, quel que soit leur vote, rien ne change profondément. Que les lendemains qui ne chantent même plus se dissolvent très vite dans une « gouvernance » (ah, le joli mot !) de bon aloi qui ne modifie les choses qu'à la marge. Pourtant, le mouvement social se manifeste, aux moments clefs, par des mobilisations considérables (à propos des retraites, par exemple). Mais cela ne débouche sur rien de concret sur le plan politique. Faut-il dès lors s'étonner que les électeurs votent « avec leurs pieds » en désertant les urnes ? Nous vivons aujourd'hui le temps du mépris. Mépris des « élites » pour le peuple. Mépris en retour des électeurs pour la classe politique. Que la France ne soit pas seule dans ce cas n'est pas, pour autant, rassurant...

Pierre CARINI

(1) Bertrand Renouvin - « Gestion de patrimoine », *Royaliste* n° 840, éditorial.

(2) Bertrand Renouvin - « Lettre ouverte à Harlem Désir », *Royaliste* n° 841, éditorial.

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR GÉNÉRAL BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Temps du mépris - p.3 : Le paritarisme remis en question - p.4 : L'Europe des tartuffes - p.5 : L'effet Chirac - p.6/7 : Albanie, les royalistes en action - p.8/9 : Lyautey - p.10 : L'inspection au tombeau - p.11 : Politique et théologie - p.12 : Musulmans de Turquie - Lettres des Jeux olympiques - Le bonheur dans la diététique - p.14 : Quand le PS prépare le passé - p.15 : La force des faibles - p.16 : Éditorial : Roués sans roi.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. paritaire 0509 G 84801
 ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (46 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le paritarisme remis en question

Seules forces encore capables de mobiliser les Français contre les méfaits de l'ultra-libéralisme et éventuellement de faire descendre des millions de personnes dans la rue, les syndicats sont aujourd'hui la cible des milieux dirigeants. Les projets de réforme de l'assurance maladie en sont une démonstration.

« **L**e paritarisme est mort, vive la démocratie sociale », titrait le supplément du journal *Le Monde* consacré à l'économie le 18 mai dernier. Un titre anodin ? Oui... en apparence.

Mais avant d'aller plus loin, une petite pause sémantique s'impose. Le paritarisme, c'est la gestion des caisses de sécurité sociale par les représentants élus en nombre égal des travailleurs et des employeurs. Ce système mis en place en 1945 a fait ses preuves : il est à l'origine de la création, de la mise en œuvre et de la pérennisation de l'assurance vieillesse, de l'assurance maladie, des allocations familiales, de l'assurance chômage, notamment.

Aujourd'hui, sous prétexte que les différentes caisses sont déficitaires, il faudrait le supprimer et le remplacer par la démocratie sociale, un concept flou, très tendance, qui consisterait à faire participer à la gestion de ces caisses des militants associatifs qui représentent, chacun, une certaine catégorie d'usagers (les chômeurs, les handicapés, les personnes atteintes de telle ou telle maladie), les médecins, les mutuelles. Sans que nous nous en apercevions, le débat politique serait petit à petit remplacé par l'action de grou-

pes de pression à l'anglo-saxonne, à la façon de ce qui se pratique déjà à Bruxelles. Et c'est déjà ce qui se passe : pour éviter que les débats sur la réforme de l'assurance maladie s'éternisent, une commission spéciale a été créée par l'Assemblée nationale : elle comprend six députés de l'UMP, de l'UDF, du PS et du PCF, tous sont médecins. Le ministre de la Santé est un médecin et le secrétaire d'État chargé de la protection sociale est... assureur.

Curieuse méthode qui consiste à condamner un système parce qu'il est déficitaire, sans chercher les causes de ces déficits et comment y remédier. Est-ce à cause du paritarisme que le chômage, donc le déficit de l'Unedic, a augmenté ? Ou plutôt de ces entreprises qui considèrent les salariés comme la seule variable d'ajustement, profitant ainsi du système et fuyant leur responsabilité sociale ? Est-ce à cause du paritarisme que le déficit de l'assurance maladie se creuse ? Ou plutôt de l'irresponsabilité des usagers, des médecins, des entreprises et de l'État ? Les tenants de la démocratie sociale seraient, par ailleurs, bien en peine d'expliquer en quoi l'arrivée, dans les affaires de l'Unedic, d'associations de chômeurs permettrait de résorber les déficits.

Certes, le paritarisme doit être réformé, mais les termes du débat sont, aujourd'hui, mal posés. Car, à travers la remise en cause d'un syndicalisme gestionnaire, ce sont les missions même du syndicalisme - qui consiste à défendre les intérêts moraux et matériels des travailleurs - qu'on cherche à atteindre. Jean-Louis Borloo, ministre de la Cohésion sociale, ne s'en cache pas qui déclare : « nous allons ensemble porter un regard nouveau sur la société française, aller vers les forces sociales du pays qui ne sont pas seulement les salariés actifs. » Sous-entendu : le syndicalisme est l'un des derniers remparts contre le libéralisme, qu'à cela ne tienne, nous allons le contourner. Délire paranoïaque ? Récemment, un syndicat belge, relayant les positions de la *Confédération européenne des syndicats* (pourtant peu suspecte d'anti-européisme et qui prône un syndicalisme de collaboration), a osé écrire dans la revue destinée à ses adhérents tout le mal qu'il pensait de la directive Bolkestein sur les services. Le porte-parole de la Commission n'a pas hésité à comparer le journal en question aux tracts du Front national. L'offensive n'est pas seulement dirigée contre le syndicalisme français, mais contre tout ce qui peut protéger les travailleurs du néolibéralisme.

Nicolas PALUMBO

NDLR - Les propositions de la NAR en matière de protection sociale ont été définies lors de son 22^e Congrès en mars 2003 et publiées dans *Royaliste* n°813.

Pacte

Reprenons une fois de plus l'histoire fantastique du Pacte de stabilité.

1/ On pose en décembre 1996 une contrainte aberrante inspirée par l'orthodoxie ultra-libérale.

2/ Romano Prodi, président de la Commission européenne, s'en aperçoit en novembre 2003 et déclare que ce pacte est absurde.

3/ La Commission n'en continue pas moins de menacer de sanctions les nations qui enfreignent la règle imbécile qui limite le déficit budgétaire à 3 % du PNB.

4/ L'idiotie publiquement dénoncée par le président de la Commission est inscrite dans le protocole du « traité constitutionnel » signé le 18 juin à Bruxelles.

5/ La crétinerie dûment estampillée est tempérée par une décision compliquée qui limitera le pouvoir de la Commission en matière de sanction.

6/ La Commission actuelle s'empresse (24 juin) de lancer des procédures en « déficit excessif » contre la Grèce et six nouveaux pays membres de l'Union - toujours au nom de la règle des 3 %.

7/ Le commissaire européen aux affaires économiques déclare, toujours le 24 juin, que « dans certains cas au moins, les règles ont peut-être été trop strictes » et annonce une réforme du pacte de stabilité - pourtant gravé dans le marbre du protocole du nouveau traité.

Nos lecteurs ont tout l'étape pour démontrer la logique des sept étapes ci-dessus et pour mettre en évidence les avancées démocratiques réalisées par les commissaires. Ceux qui auront réussi se verront offrir une visite guidée des bureaux de la Commission.

Jacques BLANGY

Passéistes

Quand le patriotisme français ne peut plus s'incarner dans un grand homme de la République - qui peut être un « grand prince » comme le disait le général de Gaulle - il se défoule en votant pour n'importe qui, parmi ceux qui agitent des drapeaux tricolores.

On vit ainsi paraître le « souverainisme » qui, sous ses prétentions doctrinales et ses ébullitions mondaines, ne fut jamais rien d'autre que le cache-sexe du vieux nationalisme autoritaire. Des gaullistes sincères s'y sont ralliés, en s'efforçant de ne pas voir qu'ils côtoyaient là des réactionnaires classiques convertis à l'ultra-libéralisme, des clones de Brasillach, des obsédés du « complot juif », deux ou trois agents de dictateurs étrangers et diverses sous-catégories de fanatiques.

Les chefs souverainistes tentèrent de nous convaincre de la renaissance du danger allemand avant de nous informer de la montée d'un invraisemblable péril turc tout en cultivant une xénophobie discrète assortie de diatribes contre la « dictature des syndicats » - sans qu'on nous explique comment ces tyrans avaient pu accumuler les défaites depuis vingt ans.

Ces billevesées n'ont manifestement pas convaincu les électeurs puisque, aux européennes, les listes souverainistes étaient sur le reculoir. Les groupes qui s'en réclament sont désormais voués à la dégénérescence ou à la récupération. C'est là une bonne nouvelle : l'échec du « souverainisme » rend désormais possible la renaissance d'un gaullisme authentique.

Annette DELRANCK

L'Europe des tartuffes

Après les élections au Parlement de Strasbourg, où en sont les nations dans l'Europe ?

Certains commentateurs tirent du scrutin du 13 juin de sévères conclusions. Ainsi, Arnaud Leparmentier, dans *Le Monde* du 14 juin, détaille avec indignation les raisons pour lesquelles « les peuples » ont manqué « l'occasion de se saisir eux aussi de l'aventure européenne ». Le « eux aussi » est éloquent, quand on lit que « les négociations d'adhésion, longues et compliquées (ont été) menées essentiellement par les gouvernements, entre technocrates ». Voilà quels pionniers « les peuples » étaient conviés à suivre dans leur « aventure » ! Or comment ont-ils boudé l'invitation ?

Ils ont peu voté : en moyenne à 45 % des inscrits. Les plus « civiques » étant méditerranéens, avec l'Italie (26,5 % d'abstentions), la Grèce (37,2 %), Chypre et Malte auxquels il faut adjoindre l'Irlande (39 %), présidente en exercice de l'Union européenne.

Le noyau occidental de la Communauté - France, Allemagne, Belgique, Royaume-Uni, Espagne, Portugal, Autriche, Danemark - s'est abstenu de 54 à 62 %.

Enfin, et les censeurs les ont épinglés cruellement, à l'est et au centre de l'Europe récemment élargie, la Slovaquie emporte le pompon des abstentions avec 80 %, suivie par la Pologne (78,8 %), l'Estonie (73,1 %), la République Tchèque (72,1 %) et la Slovénie (71,8 %).

Outre la sous-information constante dont ces pays ont fait chez nous l'objet, leur faible participation électorale est accueillie avec une incompréhension coupable. On feint d'igno-

rer que ces peuples ont une longue expérience critique de la vie politique. Tout aussi avisés que nous de participation démocratique, ils sont mieux avertis des faux-semblants et manipulations auxquels ils ont, spectaculairement parfois, opposé l'inertie ou la protestation civique. Ce n'est pas à une population polonaise massivement capable, il y a eu, de poser sa télévision allumée à la fenêtre pour descendre dans la rue, que l'on reprochera l'incivisme. Il faudrait bien plutôt se demander si l'enjeu politique proposé à leur suffrage comme au nôtre était digne de l'être. Sur quel programme effectif et avec quelles alliances cohérentes les députés européens étaient-ils censés exercer leur mandat ? Ne sont-ils pas réduits à la figuration dans une assemblée que son statut même, et le caractère hétéroclite de ses coalitions, réduisent à n'être qu'une parodie de parlement ? Une telle simulation ne méritait guère d'engagement.

Que les électeurs aient donc, dans toute l'Europe, pris l'occasion de sanctionner leurs gouvernants est une conséquence logique. Au vide quasi programmé du scrutin s'opposaient les retombées quotidiennes de l'alignement de Bruxelles sur la gouvernance ultra-libérale en politique monétaire et en laisser-faire économique. Ces effets-là, loin d'être simulés, ne sont déjà que trop perceptibles. Et plus tragiquement encore, par les pays dont la reconversion déstabilise un tiers de la population ouvrière et paysanne. Qu'on cesse de leur faire un procès d'intention. La pléiade d'euroseptiques envoyés à Bruxelles ne porte pas

ombrage à l'adhésion des peuples au destin d'une Europe qui est depuis toujours leur « espace de civilisation ». Quant à la dynamique de paix et au resserrement des liens entre nations européennes dont la réconciliation franco-allemande fut le pilote, elle ouvrira sans doute d'autres perspectives que la simulation fédérale actuellement mimée par les tartuffes nationaux. La volonté de paix et le désir d'affirmation de l'Europe dans le monde ne donne pas « carte blanche » à des technocrates pour faire éterniser un projet qu'ils n'osent exposer clairement à l'opinion.

On peut bien accuser Donald Rumsfeld d'impertinence. Cela ne réduira en rien la cassure entre « nouvelle » et « vieille » Europe si la routine blasée des oligarchies démocratico-médiatique de l'Ouest témoigne autant d'ignorance méprisante à l'égard des pays ex-communistes. Leur renaissance politique aurait pourtant bien des choses à leur apprendre.

Et notamment que l'actuelle simulation européiste présente de troublantes similitudes avec les jeux d'ombres dont les bureaucraties socialistes distraient leurs dictatures. La désaffection des peuples fut la réponse, puis la révolte. Le même scénario, sans doute, est à la clé de cette étrange fuite en avant dans le « travail d'image ». En attendant que l'« aventure » des simulateurs s'achève, il nous paraît urgent et passionnant de penser une Europe confédérale dans laquelle les meilleures traditions nationales trouvent une expression et un aboutissement.

Luc de GOUSTINE

NDLR - On trouvera sur le site www.narinfo.fr la motion dans laquelle la Nouvelle Action royaliste exprime ses choix en matière de construction européenne.

L'effet Chirac

Au plus bas de sa popularité en France et aux États-Unis, Jacques Chirac est idolâtré à travers le reste du monde. Mais l'effet Chirac profite-t-il à notre politique étrangère ?

A 16 % en France et aux États-Unis - où même les Américains qui sont contre Bush ou la guerre en Irak continuent à détester le président français -, Jacques Chirac recueille 84 % de suffrages favorables à peu près partout dans le reste du monde. Certains pourraient penser attribuer ce succès aux postures de son ministre Dominique de Villepin. Son remplacement par le plus discret Michel Barnier n'a apparemment pas signifié un changement de ligne, celle-ci, le président a tenu à le réaffirmer, étant définie à l'Élysée. La question est dès lors de savoir si la politique suivie est personnelle au président et si elle irradie correctement tout l'appareil diplomatique français. Est-elle celle d'un homme qui décide seul ou est-ce une véritable politique étrangère qui doit en principe lui survivre ? Est-ce le fait d'une seule relation au président Bush dans une conjoncture donnée ou se rapporte-t-elle à des fondamentaux qui se déclinent dans tout le dispositif extérieur ?

La popularité internationale de Jacques Chirac est-elle due à une situation dominante en Europe du fait de son entente avec le chancelier allemand et de son incarnation de l'antiblaïrisme ? Cela ne lui rapporte qu'assez peu de fruits dans la discussion intra-européenne où il est rejeté par les petits pays et ceux de la « nouvelle Europe » et par-

vient à grand peine à faire respecter son ancienneté et les positions nationales.

En Afrique du Nord : immense popularité, mais on ne discerne aucune vision d'un avenir pan-méditerranéen. Dans le reste du monde arabomusulman, popularité facile mais tempérée récemment par la décision d'interdiction du voile à l'école. On sait que la traditionnelle « politique arabe » ne se transformera pas en politique musulmane, car Jacques Chirac n'est pas mu par un authentique amour de l'Islam - il lui préfère les civilisations asiatiques - et que son souci respectable d'éviter un « conflit de civilisations » n'est chez lui que la pure application d'un « principe de précaution ». Sa position courageuse - rejetée par ses propres amis - en faveur de la vocation européenne de la Turquie ne lui vaut aucun crédit.

Afrique noire : grande popularité, mais plutôt côté anglophone, notamment en Afrique du Sud, que francophone. C'est-à-dire pas où la France est la plus engagée, en Côte d'Ivoire, dans les Grands lacs, en Angola, au Tchad et au Cameroun, où la rente pétrolière sera américaine. Parce que les amis ont vieilli, que l'on n'a pas su parler aux jeunes, la petite minorité qui rêve d'Amérique et la grande majorité des enfants-soldats. Où en est par exemple la

pensée française en matière de lutte contre la pauvreté par rapport à la Banque Mondiale ?

Amérique latine : de belles affinités électives, mais qu'est-ce qu'on y peut ?

Extrême-Orient : une histoire d'amour depuis le Sumo, les chevaux Tang et la louange d'un monde multipolaire qui ne profite vraiment qu'à la Chine, mais quel est notre poids réel ?

Chacun comprend et apprécie notre refus de l'intervention, notre préoccupation d'un ordre international à préserver. Mais face à une puissance désormais aussi révolutionnaire en politique étrangère que l'est l'Amérique de Bush, qu'offrons-nous comme alternative ? Face à l'unilatéralisme, nous prôtons le multilatéralisme. La popularité de Jacques Chirac, en dernière analyse, a été acquise non sur le terrain ou auprès des dirigeants russe ou chinois, mais à New York, au Conseil de Sécurité par environ onze voix sur quinze.

Le multilatéralisme n'est pas le multipolarisme. Celui-ci fait référence à un jeu de balance de pouvoirs qui est hors de portée et éventuellement dangereux. Il n'oblige personne à se conformer à une règle commune, à une légitimité d'ordre public, qui est celle que présuppose le multilatéralisme. Mais ce dernier, qui s'impose à tous et à chacun sur un pied d'égalité, engage aussi ceux qui le prônent à aller jusqu'au bout de leur logique. Il nous faut continuer sans relâche à fédérer les demi-faibles (comme l'écrivait Maurras dans cette page souvent citée de *Kiel et Tanger*) et cela ne peut plus se concevoir que dans les enceintes internationales, dans les Congrès comme on disait, car c'était déjà le cas de celui de Vienne en 1814. Il est paradoxal qu'il n'y ait vraiment que dans les couloirs de New York que la France, par son seul poids, réussisse à se faire entendre et à exercer son influence.

On attend de nos représentants qu'ils utilisent leur savoir-faire pour s'y maintenir à la tête de la majorité et qu'en même temps ils soient suffisamment habiles pour amener les États-Unis à y rester. Sur le moyen terme, cependant, la technique - c'est-à-dire la diplomatie - ne suffit pas. Il y faut la rhétorique, la puissance déclaratoire, celle de dire le droit comme au Congrès de Vienne. Sur Guantanamo, sur Abou Ghraïb, sur la Palestine - et Israël -, sur les génocides et autres massacres, la France ne doit laisser à personne la charge de dire le droit et de le faire respecter.

Yves LA MARCK

Vous désirez ne pas perdre contact et être tenus au courant ?

Consultez l'espace NAR-Info :

<http://www.narinfo.fr.st>

Abonnez-vous aux "Actualités royalistes"

en envoyant un courriel à :

NouAcRoyal@aol.com

On disserte sur l'Europe mais il faut des drames sanglants pour que les médias évoquent les peuples et les nations des Balkans. Parmi eux, l'Albanie : après l'effondrement des pyramides financières en 1997 et la guerre du Kosovo, le « pays des Aigles » est retombé dans l'oubli. Partisans de la grande Europe, fidèles à nos amitiés balkaniques, attentifs aux problèmes posés par la reconstruction des États nationaux après la chute du communisme, nous sommes heureux d'accueillir dans nos colonnes Suleman Gjanaj, secrétaire pour les relations extérieures du Parti (royaliste) de la Légalité.

■ **Royaliste :** Pourriez-vous évoquer la vie politique depuis la chute du communisme ?

Suleman Gjanaj : L'Albanie est surtout connue par la dictature que le pays a subie pendant près de cinquante ans. On oublie que cette nation est l'une des plus anciennes d'Europe : les Albanais sont les descendants des Illyriens qui sont arrivés dans les Balkans voici plusieurs millénaires, bien avant les Grecs. Vous savez que les Albanais ont peuplé le Kosovo, une partie de la Macédoine actuelle et le Nord de la Grèce et qu'ils se sont constitués en État avant la Première Guerre mondiale.

En 1992, le Parti démocratique a remporté les élections et l'a conservé sous l'égide du président Berisha jusqu'en 1997 - date de l'effondrement des pyramides de crédits. Cette catastrophe financière a créé une très grave crise sociale, économique et institutionnelle. Des élections législatives anticipées ont été organisées en 1997 et, depuis lors, le Parti socialiste tient les rênes du gouvernement.

■ **Royaliste :** Comment se caractérise le Parti de la légalité ?

Suleman Gjanaj : Nous sommes l'un des plus anciens partis politiques du pays. Il a été créé en 1924 par l'ancien roi Zog I^{er} qui à l'époque n'était pas encore souverain. Ahmed Zogu était devenu chef du gouvernement en 1923 mais,

en juin 1924, son gouvernement est tombé à la suite d'un coup d'État. En décembre de la même année, les organisations qui se trouvaient rejetées dans l'opposition et contraintes à l'exil ont repris le pouvoir et ont appelé leur coalition « *Mouvement de la Légalité* », afin de signifier qu'ils représentaient le mouvement



◆ Le roi Zog I^{er}

de retour à l'ordre légal des choses. Le *leader* de ce mouvement a été élu président de la République en 1925. À cette époque, il était déjà prévu sur le plan juridique qu'une assemblée constituante désignerait un souverain pour le pays qui était déjà défini comme un royaume. Il était également stipulé que ce royaume se donnerait un roi autochtone.

■ **Royaliste :** Comment le passage du régime républicain à la monarchie constitutionnelle fut-il réalisé ?

Suleman Gjanaj : La transformation de la république en monarchie trouvait ses sources dans la déclaration d'indépendance de 1912 et dans la déclaration des Ambassadeurs de 1913 qui reconnaissaient l'Albanie en tant que royaume. Un souverain, le prince de Wied, fut envoyé en Albanie en 1913 mais celui-ci fut très rapidement contraint de quitter le pays. Pendant la Première Guerre mondiale, le statut de l'Albanie demeura dans une situation assez imprécise. Après le traité de Versailles, les Albanais se réunirent en congrès et affirmèrent à nouveau leur droit à se gouverner librement, par le biais d'un Conseil de régence, du Premier ministre et de ministres qui s'efforcèrent d'organiser l'État et la nation. Mais le pays était en proie à des troubles et à des coups d'État qui ne cessèrent qu'après 1925. Cet apaisement permit une stabilisation de la situation économique. La question de la nature du régime fut à nouveau envisagée et il fut décidé, dans le cadre institutionnel légal, de désigner un souverain et de changer la constitution albanaise pour en faire une constitution monarchique.

■ **Royaliste :** Puis l'Albanie fut victime de Mussolini...

Suleman Gjanaj : Oui. L'Albanie fut une monarchie jusqu'au 7 avril 1939, date de

l'invasion italienne qui a entraîné l'exil du roi Zog ; celui-ci vécu avec sa famille en France, puis en Angleterre jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Quant aux royalistes, ils ont agi comme de véritables patriotes en répondant aux consignes du roi Zog : ils ont immédiatement pris les armes, sous le commandement du général Abaz Kupi, pour défendre le pays et pour refuser l'annexion par l'Italie et ils ont poursuivi leur lutte de libération contre les troupes allemandes opérant sur le territoire albanais.

Plus tard, d'autres mouvements de résistance à l'invasion sont apparus, dont le mouvement communiste stimulé par le Komintern et son antenne serbe. Pendant la guerre, le Parti communiste prépara la prise du pouvoir politique et vous savez que, de ce point de vue, sa réussite fut totale étant donné que les communistes avaient modifié leur stratégie : à la guerre contre l'occupant ils avaient substitué la guerre civile contre les nationalistes qui représentaient pour eux le véritable risque en terme de prise du pouvoir. Comme beaucoup d'autres Albanais, les membres du Parti de la légalité furent donc contraints à l'exil ou tombèrent entre les mains de la police politique et furent liquidés. En France, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Italie, aux États-Unis, en Australie, les militants du Parti de la légalité

Les royalistes en action

posé d'anciens hauts fonctionnaires du régime défunt. Le Parti de la légalité n'avait pas été reconnu malgré la demande que nous avons faite pour nous préparer aux élections de 1992. Notre parti n'a été officialisé qu'une quinzaine de jours avant les élections... Or ces élections constituaient, pour tous les vrais opposants au communisme, une bonne occasion de se débarrasser complètement du régime qu'ils avaient ardemment combattu. Cette occasion a été manquée, vu que nous étions dans l'impossibilité de nous préparer pour ces élections et le Parti démocratique s'est installé au pouvoir. Aux élections suivantes, en 1996, il a procédé aux manipulations qui lui ont permis de le conserver. Les socialistes ont alors suscité un mouvement de protestation dans le pays, qui s'est ajouté à la colère provoquée par la chute des pyramides financières. D'où la victoire du Parti socialiste, qui s'est d'ailleurs également appuyé sur des bandes armées. Les élections législatives de 2001 ont confirmé, par le biais d'une série de manipulations, le gouvernement socialiste que dirige Fatos Nano.

Le Parti de la légalité est dans l'opposition à ce gouvernement, qui rencontre de nombreuses difficultés économiques et sociales et qui est exposé au mécontentement d'une bonne partie de la population. Vous savez que l'Albanie fait toujours partie des pays les plus pauvres d'Europe : près de 50 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Notre pays est également confronté à diverses formes de crime organisé. Ce sont là quelques exemples de difficultés nombreuses et graves auxquelles nous sommes confrontés : le Parti de la légalité est un parti royaliste mais c'est avant tout un parti politique qui participe très activement à la vie politique du pays et au travail parlementaire. Ce faisant, nous ne faisons que répondre au geste de confiance que nous adressent les Albanais qui votent en faveur de notre parti.

■ **Royaliste : Et le roi Leka ?**
Suleman Gjanaj : Le roi a fait une première tentative pour rentrer en Albanie en



1993 - donc à l'époque du gouvernement Berisha - et il a été refoulé moins de 24 heures après son arrivée. Il est venu en 1997 lors de la période insurrectionnelle : le gouvernement provisoire, au sein duquel les royalistes étaient représentés, a alors accepté d'organiser un référendum sur la question du régime en même temps que se tenaient les élections législatives.

Les premiers résultats du référendum donnaient près de 60 % en faveur du rétablissement de la monarchie et le résultat final fut de 35 % ce qui est pour le moins surprenant. Les résultats furent donc contestés et la Cour constitutionnelle fut amenée à revoir ces résultats à la hausse, soit 45 % de votes pour la monarchie - ce qui soulignait l'importance de la manipulation des suffrages.

Nous n'avons pas reconnu ce résultat et notre groupe parlementaire milite en faveur d'un nouveau référendum - ou d'une restauration de la monarchie par la voie parlementaire. Nous avons par ailleurs passé des accords avec les autres formations de l'opposition aux termes desquels ces formations s'engagent à organiser un nouveau référendum lorsque nous disposerons de la majorité parlementaire.

Quant au roi, il a quitté l'Albanie en 1997 après ce référendum mais, voici deux ans, il a été invité à rentrer dans son pays par la majorité des députés albanais de toutes tendances. Le roi et la famille royale résident actuellement près de Tirana.

Ce retour a été positif car il a permis d'apaiser les vives tensions qui existaient entre le Parti démocratique et le Parti socialiste. De nombreux intel-

lectuels se sont tournés vers le roi et lui ont demandé de prendre la tête d'un mouvement politique. Le roi cherche pour sa part à être un symbole d'unité et de stabilisation afin que l'Albanie puisse entrer aussi rapidement que possible dans l'Union européenne.

■ **Royaliste : Quelle pourrait être la forme que prendrait la monarchie dans votre pays ?**

Suleman Gjanaj : Le Parti de la légalité souhaite que le roi soit le représentant de la nation, avec un rôle défini par la Constitution mais sans pour autant que le Parlement et le gouvernement se déchargent de leurs responsabilités et de leur rôle tellement important en démocratie. C'est en effet à une majorité parlementaire formée par un parti ou par une coalition de partis qu'il appartient de gouverner le pays. La responsabilité du roi est de veiller à la stabilité et à l'unité du pays, d'apaiser les tensions entre les forces politiques, de garantir un ordre constitutionnel qui a été trop souvent bafoué au cours de ces douze dernières années. Cette unité nationale et cette stabilisation politique permettraient selon nous que les Albanais reprennent confiance dans leurs institutions et dans leurs dirigeants, ce qui favoriserait le développement économique et le progrès social de notre pays.

Propos recueillis par
Jacques Blangy

En savoir plus

Voir le site (en français) du Parti de la Légalité :
http://www.french-marquet.com/albania/default_pll.htm

s'organisèrent au sein des communautés albanaises vivant dans ces différents pays. Je sais que depuis de très nombreuses années la Nouvelle Action royaliste entretient de chaleureuses relations avec Skender Zogu, cousin du roi Leka.

Au cours des années quatre-vingt, notre parti a participé très activement aux mouvements de protestation des Albanais du Kosovo contre la politique répressive de Belgrade tout en continuant de lutter activement contre le régime communiste. Bien entendu, nous avons été au premier rang lorsque le pouvoir a vacillé puis s'est effondré à Tirana.

■ **Royaliste : Pendant ces années d'exil, quelles étaient vos relations avec le roi Leka ?**

Suleman Gjanaj : Nous étions en quelque sorte son contingent. Notre parti a toujours été très proche du roi et de la famille royale albanaise et nous avons donné un large écho aux prises de position royales en d'innombrables occasions.

■ **Royaliste : Comment votre parti s'est-il réorganisé après la chute de la dictature ?**

Suleman Gjanaj : Les communistes s'étaient en fait préparés au changement politique et ils avaient créé des partis nouveaux : le Parti socialiste, directement issu de leur sein, et le parti démocratique, situé dans l'opposition mais com-

A

ncien élève de l'ENS et de l'ENA, Arnaud Teyssier mène une carrière de haut fonctionnaire tout en faisant une œuvre

d'historien. Cette double expérience lui permet de porter un regard neuf sur le maréchal Lyautey, dont la mémoire nationale retient à juste titre qu'il fut l'édificateur du Maroc moderne. Dans un ouvrage magistral, il complète et précise le portrait de l'homme qui fut, et reste, l'objet de l'admiration générale. L'analyse psychologique révèle un autre Lyautey, pris dans une angoisse existentielle que ce royaliste désespérément fidèle maîtrisait dans le service exemplaire de l'État.

■ **Royaliste :** Vous n'êtes pas un spécialiste du Maroc, ni de l'histoire coloniale. Pourquoi cet intérêt pour Lyautey ?

Arnaud Teyssier : J'ai chez moi une photographie quasi officielle de Lyautey : le maréchal est en grand uniforme mais il tient à la main une cigarette. Ce détail, très « moderne » n'a cessé de m'intriguer chez un homme qui respectait au plus haut point la tradition. De fait, quand on entre dans l'univers mental de Lyautey, on s'aperçoit que cette double dimension de tradition et de modernité était présente dès la jeunesse. Au-delà de son œuvre et de ses écrits, c'est un homme dont le caractère est passionnant.

Pourtant, le maréchal Lyautey a laissé une image immaculée sur laquelle je me suis interrogé. On n'écrit jamais rien de désobligeant sur lui ! Même le *Guide du Routard*, qui n'est pas favorable aux grands colonisateurs, porte un jugement fort élogieux sur l'ancien Résident général. Charles-André Julien et Jacques Berque, spécialistes de l'Afrique du Nord classés à gauche, ne peuvent s'empêcher d'exprimer leur admiration.

Cela dit, je n'ai pas voulu faire une biographie classique. J'ai essayé de comprendre ce que Lyautey nous apprend sur notre histoire politique alors qu'il est pourtant décalé par rapport à son époque : les

hommes politiques de son temps ne l'ont pas bien compris et ont vu en lui une sorte de général factieux en puissance alors que l'opinion publique l'a adulé comme héros colonial.

C'est aussi un homme décalé par rapport à notre époque : il est toujours admiré alors que c'est le prototype, rejeté par l'idéologie dominante, du grand constructeur, du grand administrateur, du haut fonctionnaire.

■ **Royaliste :** Comment caractériser la psychologie de votre personnage ?

Arnaud Teyssier : Conservateur républicain converti à la monarchie et précepteur du défunt comte de Paris, Charles Benoist avait consacré un livre remarquable sur Bismarck qui s'appelait *Psychologie de l'homme fort*. Hubert Lyautey est au contraire un homme fragile, en proie à de vifs tourments intérieurs. Mais il a réussi à transcender son angoisse et à bâtir une œuvre qui en fait un grand homme d'État.

Bien sûr, j'ai cherché à en savoir le plus possible en travaillant sur les archives privées mais on ne trouve rien qui puisse ternir l'image que l'on a gardée de Lyautey : il était loyal, son sens de l'honneur était constant et c'est sans doute pour cela qu'il n'a pas fait à Paris, en raison des compromis qu'il aurait dû passer, la grande carrière politique qu'il était en mesure de faire.

■ **Royaliste :** Ce qu'on a appelé le « grand refus » du comte de Chambord explique pour une grande part l'attitude de Lyautey...

Arnaud Teyssier : En effet. Dans un beau livre intitulé *Décadence de la liberté* (1929), Daniel Halévy décrit son ami Lyautey comme un de ces jeunes gens exceptionnels, le plus souvent royalistes, qui ne trouvaient matière à une véritable action politique en France et qui sont allés dépenser leur énergie outre-mer - en Indochine, à Madagascar, dans le sud algérien ou au Maroc. Et Daniel Halévy se demandait comment la III^e République, où l'autorité était diluée, avait pu bâtir un empire et accomplir une œuvre sociale considérable : selon lui, c'est l'administration léguée par Napoléon et les individus énergiques qui se sont emparés du char de l'État qui ont assuré le développement de la nation.

Recevant ce livre, Lyautey répondit à l'auteur qu'il avait grâce à lui mieux compris la III^e République et qu'il se retrouvait pleinement dans la description de l'époque comme dans le portrait que Daniel Halévy faisait de lui. Dans cette réponse, le maréchal évoque les espoirs de restauration monarchique et la visite qu'il avait faite au comte de Chambord, les vifs débats entre monarchistes et républicains puis sa propre prise de distance après l'é-

chec de la tentative de restauration.

Les biographes de Lyautey, souvent remarquables, privilégient son action au Maroc. Je ne veux pas réduire l'importance de cette période, mais il faut la resituer dans une perspective générale : celle d'un Lyautey qui est à la recherche de l'État qu'il veut construire, à la recherche du roi, à la recherche d'une France qui est gouvernée de très décevante manière.

■ **Royaliste :** Quelles sont les origines de cette fidélité monarchique ?

Arnaud Teyssier : Hubert Lyautey est né en 1854 à Nancy dans un milieu très marqué par la tradition royaliste : sa mère est royaliste et appartient à une famille farouchement royaliste ; son père est un haut fonctionnaire miorléniste mi-bonapartiste pour qui la forme du régime compte moins que le service de l'État et le principe de l'unité française.

Son adolescence est celle d'un jeune royaliste fasciné par le souvenir de la royauté. Alité pendant plusieurs années en raison d'un accident, il s'imprègne de l'histoire de l'ancienne France par de nombreuses lectures. Mais il ne s'avouera jamais son affection pour l'épopée impériale, masquée par l'aversion qu'il exprime publiquement pour Napoléon.

Cette formation est également marquée par la défaite de 1870, qu'il vit comme une

L'homme servit

ne qui l'État

tragédie, et par l'abaissement de la France qui s'ensuit. Ensuite, il choisit de faire Saint-Cyr et il évolue dans le milieu des officiers monarchistes. C'est au début de sa carrière militaire qu'il va voir le comte de Chambord et il laissera un récit ébloui de sa visite. Chargé par le prétendant d'un message pour le pape il sera déçu d'entendre le souverain pontife (qui prépare le Ralliement) lui dire que les monarchistes sont bien peu nombreux en France - donc que sa cause est perdue.

■ **Royaliste : Est-il resté fidèle à la tradition royaliste ?**

Arnaud Teyssier : Après l'échec de la restauration, il garde la nostalgie de la monarchie. Cultivé, brillant, très apprécié dans le monde parisien, il fait une carrière assez lente et, à quarante ans, il a le sentiment d'un échec. Son étude sur *le rôle social de l'officier*, qui s'inscrit dans la tradition du catholicisme social, est cependant très appréciée. Mais il écrit à ses proches qu'il a perdu son temps. À cela s'ajoute une vie privée compliquée ; il fuit le mariage et, comme on dit aujourd'hui, il vit mal sa différence. C'est pourquoi il décide en 1894 de continuer sa carrière en Indochine puis à Madagascar.

C'est là que commence sa vraie vie. Il découvre la politique de Gallieni en Indochine, qui prend à revers la doctrine coloniale classique puisque,

pour le général, l'organisation et la construction du pays doivent aboutir à un gouvernement par les élites locales. Gallieni lui apprend l'art du commandement mais aussi la méthode du « *bain intellectuel* » : après une journée de travail, le général et le commandant Lyautey se retirent pour discuter des derniers livres arrivés de France. Tous deux considèrent qu'un grand chef doit être un intellectuel.

Lyautey suit son chef à Madagascar, puis il est nommé dans le sud algérien où il se fait remarquer par ses aptitudes politiques et militaires. C'est pour cela qu'au début du Protectorat, en 1912, Lyautey est désigné comme résident général au Maroc : c'est le seul qui paraît capable d'installer une présence française durable, face aux risques de soulèvements locaux et face au jeu de l'Allemagne.

■ **Royaliste : Quelles sont alors ses opinions politiques ?**

Arnaud Teyssier : Il a mis de côté sa nostalgie royaliste mais il est, dans sa correspondance, d'une sévérité inouïe pour le personnel politique et pour les institutions de la III^e République. Il n'est pas hostile à la démocratie car il admire les Britanniques mais il déplore l'instabilité ministérielle et l'absence de vue d'ensemble qui résulte du régime d'assemblée. Il souligne cette faiblesse chez Clemenceau lui-même, qu'il décrit

comme un homme qui n'a pas de vue politique claire sur la politique étrangère, ni sur l'Afrique du Nord, et qui est tout entier pris dans le jeu politicien. Lyautey conservera un profond mépris pour Clemenceau après la guerre, lorsque le personnage fait l'objet d'une admiration quasi unanime.

Le régime et ses hommes l'écœurent donc complètement, mais il a abandonné le dilettantisme de sa jeunesse et il a trouvé sa rédemption dans l'action coloniale. Cependant, Lyautey traversera jusqu'à la fin de sa vie des périodes de dépression. En 1909, ce général de 55 ans, qui jouit d'une notoriété considérable, envisage très sérieusement de se suicider comme en témoigne une lettre à ses proches, laissée à son aide de camp - que Lyautey semble avoir volontairement conservée dans ses papiers.

■ **Royaliste : Dans l'action du Résident général, qu'est-ce qui vous frappe le plus ?**

Arnaud Teyssier : Lorsque Lyautey arrive au Maroc le pays est en plein chaos. En deux ans, il reprend le contrôle militaire de la situation - ce qui ne signifie pas une pacification générale qui ne sera réalisée qu'en 1936. Je tiens à souligner que, dès le début, Lyautey lance un programme de reconstruction politique et administrative en changeant le sultan et en coopérant avec l'administration du nouveau sultan. Ce dernier n'était pas destiné à devenir le jouet de la France, comme le Quai d'Orsay l'a cru pendant longtemps, mais à être le véritable représentant de l'unité religieuse et politique du Maroc.

La reconstruction du pays se fait également par un impressionnant programme qui porte sur l'urbanisme, les infrastructures, l'école, le système de santé et de nouvelles institutions judiciaires qui prennent en compte les traditions du pays. Lyautey entend



◆ " *Le maréchal en grand uniforme, mais qui tient à la main une cigarette...* "

respecter la tradition historique du Maroc, il ne veut surtout pas plaquer sur la réalité marocaine le système français comme on l'a fait dans d'autres pays colonisés.

Cette œuvre économique, commerciale et culturelle sera accomplie sans discontinuer pendant treize ans, malgré l'hostilité d'une partie du personnel de la III^e République et des colons qui reprochent au Résident général de protéger à l'excès les intérêts des indigènes. J'ajoute que, pendant la Première Guerre mondiale, Lyautey préservera le Maroc de toute tentative de déstabilisation.

Pendant ce règne de treize années, la monarchie marocaine ne disparaît pas : le véritable souverain est respecté et encouragé afin que l'avenir du pays - où selon lui la présence française ne saurait être éternelle - soit fondamentalement garanti.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Arnaud
Teyssier

LYAUTEY

Prix franco : 24 €

L'inspection au tombeau

Dans le scandale et le reniement, la caste des inspecteurs des finances se meurt. Ghislaine Ottenheimer dépose sur ce grand corps délabré un livre dur et froid comme une pierre tombale.

Belle et bonne enquête, solide, juste sur l'essentiel, impitoyable dans son détail, cruelle dans les portraits des grands seigneurs d'avant-hier. Je ne dirai pas que ce travail est excellent car de l'excellence et des excellents, il ne reste rien.

Le livre de Ghislaine Ottenheimer (1) n'est pas seulement une critique argumentée du corps des inspecteurs des Finances. Il détruit les misérables concepts brandis depuis un quart de siècle par les oligarques pour intimider les fonctionnaires de second rang et le menu peuple. Il révèle le secret de polichinelle de la caste qui s'est emparée du pouvoir politique : l'obscurité de son désir de toute-puissance, masquée par le brillant de l'intelligence, le fard de la vertu, les minauderies de la compétence. Il peut se lire comme une étude de la comédie humaine, riche de matière pour le romancier balzacien qui nous manque.

C'est presque trop pour un seul livre et Ghislaine Ottenheimer s'expose au reproche d'en avoir réuni deux, sous la

même couverture. À l'enquête d'une journaliste de haute tradition sur la fraction la plus puissante de l'oligarchie, s'ajoute un essai politique sur la réforme de l'État. Il était certes tentant d'indiquer des propositions constructives afin d'éviter que le livre ne soit considéré comme un pamphlet. Mais l'exposé des réformes envisagées ou en cours fait la part trop belle aux poncifs ultra-libéraux inspirés par les modes anglo-saxonnes de « *gouvernance* ».

Je reviendrai sur les dangereuses illusions de la direction par objectifs, de l'évaluation et de la rémunération au mérite - car la critique libérale de l'administration, quand elle est sérieusement menée, constitue un réactif utile à ceux qui veulent défendre l'État et améliorer son fonctionnement dans la perspective d'une nouvelle extension de son rôle.

Cela dit, l'enquête en forme de réquisitoire contre la haute caste des inspecteurs des Finances est en tous points justifiée. Paradoxalement, la critique vise surtout les personnalités qui ont abandonné le travail modeste, rigoureux et peu gratifiant que l'État demande à ceux qui vérifient les comptes publics : la caste des inspecteurs est composée de gens qui n'inspectent plus car leur véritable ambition est de conquérir tous les pouvoirs possibles - jusqu'au pouvoir suprême. Les concours ne sont que des phases dans une stra-

tégie individuelle d'agrégation à l'aristocratie.

Ghislaine Ottenheimer décrit avec précision le long et douloureux dressage auquel les membres de la future élite sont soumis à l'Institut d'Études politiques et à l'ENA : c'est là qu'ils font, en sacrifiant les plaisirs de la jeunesse, l'apprentissage du conformisme, dans la rivalité permanente et dans l'humiliation. Lorsqu'ils détiendront à leur tour les instruments de la puissance, ces jeunes gens se vengeront en traitant leurs inférieurs avec un sadisme méticuleux qui les fera jouir avec élégance. De l'Ancien Régime à nos jours, c'est toujours la même cascade de mépris.

Cet orgueil de caste ne se fonde plus sur le nom mais sur l'excellence. Il faut être le meilleur parmi les meilleurs et l'affirmer dans une compétition sans fin. L'échec à une des épreuves de sélection creuse une plaie qui ne se referme jamais mais que l'on soigne par une hyperactivité au sein du grand « *corps* » maternel. Les aristocrates de l'Inspection sont des obsédés du rang, des défenseurs acharnés de leurs droits acquis (ainsi Alain Juppé comptant ses points de retraite) qui opèrent au sein d'un groupe de prédateurs tellement solidaires qu'ils se croyaient inattaquables.

Ghislaine Ottenheimer donne maints exemples de

l'arrogance de ces privilégiés, qui ont oublié que la grandeur était dans le service de l'État. Oubli volontaire, qu'on appelle « *pragmatisme* » : ces aristocrates n'ont pas de conviction, mais la religion de l'efficacité et le culte exaspéré de leur ego. C'est donc sans états d'âme que certains ont régressé de Keynes à Adam Smith tandis que d'autres reniaient Marx pour un paquet de stock-options.

Pour bien les connaître, je suis persuadée qu'ils auraient mis leurs compétences au service de Staline ou de Jean-Marie Le Pen avec le même enthousiasme que leurs aînés ralliant Vichy. Face au tyran toujours possible, le mélange de la servilité et de l'arrogance fait peur.

Ghislaine Ottenheimer détaille de manière implacable le cynisme et l'incapacité de ces excellences de si petite vertu. Ces messieurs et ces dames se sont emparés de l'État pour le déconstruire puis, proclamant que l'appareil politique et administratif était aussi coûteux qu'inutile, ils ont pris la direction des sociétés qu'ils avaient privatisées et les ont ruinées. Jean-Marie Messier est l'exemple même de la folie des grandeurs et de l'incompétence. Mais d'autres personnages issus de l'inspection des Finances ont commis des ravages de tous ordres : le Crédit lyonnais sous la direction de M. Haberer et sous la houlette de M. Trichet, France Télécom géré par M. Bon, Alstom et bien d'autres établissements industriels et financiers ont été saccagés par des aristocrates issus de l'Inspection. Ghislaine Ottenheimer relève honnêtement le succès de MM. Pébereau, de Castries et Schweitzer mais la série des échecs est impressionnante et le nombre d'inspecteurs condamnés ou mis en examen souligne la déchéance de cette caste.

Sylvie FERNOY

☐ (1) Ghislaine Ottenheimer - « *Les Intouchables, Grandeur et décadence d'une caste : l'inspection des Finances* », Albin Michel, 2004, prix franco : 23 €.

Économie,
Rapidité,
Efficacité.

**Pour TOUS
vos livres**

Faites appel à notre
service librairie.

Politique et théologie

Si l'on s'en tient à l'opinion commune, l'affaire paraît être réglée. Et elle l'est d'autant mieux que la crainte du fondamentalisme semble repousser au plus loin tout retour du théologico-politique. Depuis la Renaissance et l'émancipation de l'État par rapport à toute subordination religieuse, le politique s'est de plus en plus éloigné de la régulation de la théologie. Toutes les théorisations vont dans la même direction : sécularisation, désenchantement du monde, « légitimité des temps modernes » (Blumenberg)... Il peut certes se produire des retours du refoulé et le préjugé en faveur de la liberté de conscience produire des « revivals » de la foi. Mais pour l'essentiel, c'est le choix des Lumières qui a été ratifié et que l'on ne saurait contester qu'au prix des pires dérives réactionnaires. Pourtant, il arrive que cette belle certitude se retrouve mise à mal par des auteurs intempestifs, souvent sulfureux, mais dont la puissance spéculative oblige à sortir des sommeils dogmatiques (fussent-ils rationalistes). J'ai évoqué ici-même, non sans précautions, le cas Carl Schmitt qui, contre toute attente, est revenu ces dernières années au centre de la discussion universitaire (1). Le voici encore longuement exposé et discuté dans un ouvrage de grand intérêt (2), à cause précisément de sa prétention à refonder la notion de *théologie politique*, en des termes qui défient la modernité puisque Schmitt articule précisément un projet scientifique lié à une conception hobbesienne de l'État et une conception catholique de l'histoire aux prises avec les énigmes de l'eschatologie biblique.

L'auteur de cet ouvrage, Théodore Paléologue, a eu le coup de génie de mettre en tension la tentative schmittienne avec le célèbre texte de Dostoïevski dans les *Frères Karamazov*. Qui ne connaît cette fameuse *légende du grand inquisiteur*, le plus incandescent des textes du grand romancier ? Son caractère théologico-politique est indéniable. Or il semble contredire en tous points la théologie politique de Carl Schmitt, ne serait-ce que par sa dimension polémique, violemment anticatholique, mais surtout à cause d'un optimisme anthropologique qui est le contraire même du pessimisme d'un penseur au plus proche d'un Joseph de Maistre et d'un Donoso Cortes. Cette mise en tension n'est nullement arbitraire. Schmitt connaissait évidemment la *légende* et son désaccord de fond avec Dostoïevski est patent. Mais on peut pousser plus loin encore la contradiction au point de considérer avec Jacob Taubes, qui connaissait personnellement l'auteur du *Nomos de la terre* que ce dernier « était l'incarnation même du grand inquisiteur ». D'ailleurs Schmitt s'était livré directement à lui, en assénant que « celui qui ne comprend pas que le grand Inquisiteur a entièrement raison contre toute piété exaltée envers Jésus, celui-là n'a pas pigé ce qu'est l'Église ni ce dont Dostoïevski – en dépit même de son intention – s'était au fond fait le porteur, forcé qu'il était par la force intrinsèque du problème abordé ! » On ne pouvait mieux souligner à quel point ce désaccord

radical se rapportait à un souci commun et à une problématique historico-eschatologique.

Comment la résumer ici sans la trahir ? La tâche est impossible d'autant que Théodore Paléologue pour éclairer le débat s'est lancé dans une longue recherche, tant à la fois philosophique, historique, littéraire, critique qui tient du « polar théologique ». Disons simplement que son point de départ et son point d'arrivée concernent l'interprétation de quelques formules pauliniennes (mais aussi johanniques) qui sont les clefs de toute herméneutique de la fin de l'histoire. Si l'on croit, comme Dostoïevski et Schmitt, que la venue de l'Antéchrist précédera le retour final du Christ il convient de s'interroger sur les moyens propres à identifier cet antéchrist et s'opposer à son avènement. Carl Schmitt n'a cessé de méditer sur un passage quasiment indéchiffrable de la seconde lettre de Paul aux Thessaloniens, où l'apôtre évoque *ce qui retient* l'Adversaire et le mouvement d'apostasie qui ne manqueront pas de gagner provisoirement la partie. Et c'est au politique et à ses incarnations concrètes qu'il songe pour remplir ce rôle de *katekhon*, d'opposant à l'avènement de l'impie. Ce faisant, ne s'expose-t-il pas à donner à l'État un rôle sumaturel qui revient au combat d'ordre spirituel, en créant ainsi un concept redoutable, politico-théologique, réactionnaire. Celui auquel Dostoïevski a donné corps avec le personnage du Grand Inquisiteur ? Les complaisances de Schmitt pour certaines formes politico-cléricales (du type franquiste) font plus qu'accréditer une telle hypothèse.

par Gérard Leclerc



Par ailleurs, l'opposition frontale avec Dostoïevski est plus complexe qu'on pourrait le croire. L'auteur des *Frères Karamazov* est lui aussi un fieffé réactionnaire, même si son premier militantisme révolutionnaire retentit encore dans ses conceptions plus tardives. Il s'oppose aussi à des adversaires communs : progressistes, nihilistes, athées... Ajoutons que Paléologue ne manque pas de faire intervenir dans

son enquête le grand Soloviev qui permet de creuser encore plus l'énigme, non sans signifier que le dérapage de Schmitt pourrait s'expliquer par un défaut d'identification théologique et une anthropologie qui ne recouvre pas exactement le dogme chrétien. Il n'empêche que la discussion ainsi menée est prodigieuse dans ses rebondissements, et nous apprend énormément. J'ignorais que le personnage de Carl Schmitt avait été dessiné par Thomas Mann dans la *Montagne magique* sous les traits du sulfureux Naphta, apologiste d'une improbable théocratie. Mais on aurait tort de ne retenir de tout cela que des formules polémiques et des nostalgies dangereuses.

La confrontation de la politique au sens moderne (machiavélien ou hobbesien) avec les perspectives théologiques présente des intérêts anthropologiques fondamentaux. On les retrouve chez d'autres penseurs contemporains sous d'autres problématiques. Je songe par exemple à un Hans Jonas et son *Principe Responsabilité* (3) qui ne manque pas de se référer lui aussi au grand inquisiteur de Dostoïevski pour démontrer la perversité de l'utopie et mettre en valeur la crainte nécessaire du mal et ce qu'il appelle « l'optimisme miséricordieux ».

❏ (1) Cf. in *Royaliste* n° 828 – « A propos de Carl Schmitt » où nous présentons les travaux d'André Doremus.

❏ (2) Théodore Paléologue – « Sous l'œil du Grand Inquisiteur – Carl Schmitt et l'héritage de la théologie politique », Cerf, prix franco : 30 €.

❏ (3) Hans Jonas – « *Le Principe responsabilité* » - Flammarion, coll. Champs – prix franco : 13 €.

Musulmans de Turquie

Au lieu de jouer à se faire peur avec les « soixante millions de musulmans » turcs qui entreront dans l'Union européenne, apprenons à connaître les formes multiples et complexes que prennent la religion et la religiosité en Turquie.

Nous sommes tous victimes de représentations naïves qui engendrent des généralisations abusives. Ce n'est pas bien grave, sauf lorsque tel faux expert au nom plus ou moins exotique s'associe à des politiciens roués pour susciter des frayeurs électoralement rentables.

Ainsi, lorsqu'on brandit la menace que ferait peser la Turquie musulmane sur une identité européenne réduite à son folklore moyenâgeux, des images de croisades et des fragments de connaissances sur les sociétés arabo-musulmanes remontent à nos mémoires.

Pour se déprendre des schémas et des slogans, il suffit de consulter les véritables spécialistes des questions qu'il est nécessaire de se poser. Quant à l'islam turc, l'ouvrage de Thierry Zarcone constitue une solide référence. Aux compilations polémiques, s'oppose ici (1) l'autorité scientifique d'un chercheur qui a vécu neuf ans en Turquie et deux ans en Ouzbékistan.

Bien entendu, la religion musulmane telle qu'elle est pratiquée dans la Turquie d'aujourd'hui n'est pas compréhensible sans référence à une histoire millénaire : celle du peuple venu d'Asie, de sa première expression impériale - seljoukide - et de l'influence persane. Thierry Zarcone fait aussi apparaître les caractéristiques de l'Empire ottoman, l'autorité du Sultan-Calife et les diverses

expressions, mystiques et populaires, de la foi musulmane. Peu connu, le mouvement des Lumières ottomanes confirme le caractère européen de la Turquie et l'importance de l'influence française sur le mouvement des idées dans ce pays.

Après examen du kéalisme et d'une « laïcité » turque qui reconnaît la religion musulmane et l'institue en religion officielle, Thierry Zarcone souligne le caractère pluraliste de l'islam pratiqué par les Turcs d'aujourd'hui. Dans leur majorité, ceux-ci s'inscrivent dans la tradition sunnite, et font référence sur le plan juridique à l'école hanéfite qui est la plus souple, la plus rationnelle et la plus ouverte des écoles de droit musulmanes. L'islam turc (et balkanique) est traditionnellement tolérant, et tout à fait étranger à l'antisémitisme - les juifs chassés du Portugal et d'Espagne ayant été accueillis avec grande faveur par le Sultan. On recense aussi des chiites, de très nombreuses confréries soufies et une importante communauté qui pratique en secret la religion des Alévis qui intègre à l'islam des croyances qui lui sont extérieures - par exemple la réincarnation...

Un tableau complet, précis et vivant, propre à dissiper les fantasmes.

Maria DA SILVA

(1) Thierry Zarcone - « *La Turquie moderne et l'islam* », Flammarion, 2004, prix franco : 23 €.

Lettres des Jeux olympiques

Surprise ! Sur l'initiative d'Axel Tisserand, et savamment commentées par lui, les *Lettres des Jeux olympiques* de Charles Maurras sont rééditées.

Cest, évidemment, des premiers Jeux olympiques de l'ère moderne qu'il s'agit. Et c'est à l'instigation de notre ami Axel Tisserand que Garnier Flammarion réédite les *Lettres des Jeux olympiques* de Charles Maurras (1). Il est bien sûr « permis » de ne pas apprécier l'homme politique, sa doctrine, son action. Mais le jeune homme qui part pour Athènes en avril 1896 est encore loin du vieillard qui arbore crânement la francisque lors de son procès, à la Libération. Quoi qu'on en pense, il demeure l'œuvre littéraire, et une écriture remarquable. De plus, les observations qu'il fait sur la toute jeune Grèce sont, encore aujourd'hui, fort intéressantes.

La Gazette de France, fondée le 30 mai 1631 par Théophraste Renaudot avec le soutien de Richelieu, était le plus vieux des journaux français. Devenu quotidien royaliste, il disparaît le 30 septembre 1915. Maurras y collabore dès 1890. Gustave Janicot, le directeur, l'envoie à Athènes. Les lettres que Maurras envoie au journal seront retravaillées pour former la première partie d'*Anthinéa*,

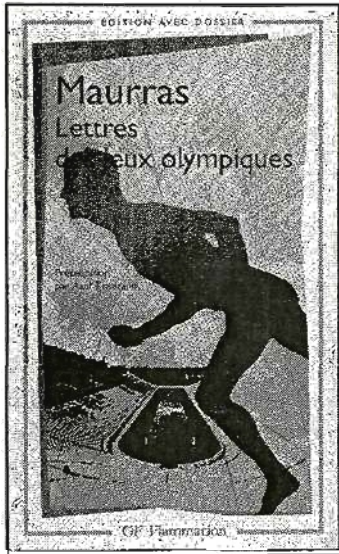
œuvre publiée en 1901. Dans la préface qu'il a rédigée, Axel Tisserand écrit : « *bien qu'elles fassent partie d'un ensemble plus vaste, les Lettres des Jeux olympiques forment un tout cohérent puisqu'elles constituent les articles que Maurras... écrivit sur les premiers Jeux olympiques de l'ère moderne* ». Lecteur éclairé, admiratif, mais lucide et non complaisant, Axel Tisserand fait précéder chaque lettre d'une introduction qui éclaire le lecteur et lève d'éventuelles ambiguïtés. Un dossier permet de comparer la version parue dans la *Gazette* et celle d'*Anthinéa*. En fin d'ouvrage, une chronologie établit un parallèle entre, d'une part, la vie et l'œuvre de Maurras et, d'autre part, les repères historiques et culturels.

Bien sûr, ce n'est pas vraiment comme « journaliste sportif » que Maurras prend le chemin de la Grèce. La qualité de son écriture suffirait, à elle seule, à lever toute ambiguïté. « *Loin d'étouffer les passions nationales, tout ce faux cosmopolitisme les exaspéra* », écrit-il. Et l'on redécouvre que la lecture de ses textes peut-être réjouissante lorsqu'il évoque la famille royale de

Aidez-nous à faire connaître Royaliste

Diffusez ce numéro spécial

Tarif : 5 ex. 10 € - 10 ex. 15 € - 20 ex. 20 €



Matzneff

Le bonheur dans la diététique

On ne peut qu'admirer la constance avec laquelle Gabriel Matzneff construit, livre après livre, l'édifice de sa vie.

Grèce : « je ne crois pas que tout ce monde tarde trop à s'helléniser. Le peuple hellène absorbe et assimile tous les barbares qu'il lui plaît ». De même, lorsque Maurras s'exprime sur le berger grec qui a remporté le marathon (2) : « Toutefois, Spiro Louys a bénéficié de la comparaison avec les athlètes barbares, ses collègues... Anglais, Germains, surtout Yankees, on n'a point l'idée du farouche ramage que faisaient leur voix... Dans l'ancienne Athènes, les Scythes ne servaient qu'à faire des sergents de ville ». Et il ajoute : « le nationalisme est une belle passion. Encore faut-il la nuancer de civilité quand on est sorti de chez soi ! » Il était loin d'imaginer que les « sergents de ville » puissent faire aujourd'hui la police à Bagdad !

La réédition de ces écrits de Maurras est « l'occasion de redécouvrir des textes qui sont tout d'abord un témoignage unique à la fois sur la renaissance de l'olympisme et sur celle de la Grèce ». Et peut-être aussi de redécouvrir un Maurras jeune que l'on avait oublié.

Alain SOLARI

(1) Charles Maurras - « Lettres des Jeux Olympiques », suivies de *La Ville moderne* - présentation, notes, dossier, chronologie, bibliographie par Axel Tisserand - Éditions GF Flammarion - prix franco : 8,50 €.

(2) Passé à la postérité sous le nom de Spiridon Louys

Quelles que soient les réserves que nous sommes en droit d'avoir sur certaines contradictions du personnage, une telle fidélité à soi-même force le respect, car on n'y trouve rien de médiocre, de déplacé ou de surfait. Quand on l'a pratiqué depuis ses chroniques de *Combat* dans les années 60, c'est avec bonheur qu'on retrouve Matzneff tel qu'en lui-même. Il y a d'abord le style - son écriture, comme il faut dire... - toujours maîtrisé, sans laisser sentir l'effort, et de ci de là ses archaïsmes savoureux à souhait. Il y a aussi, bien sûr, tous ses thèmes favoris, obsessionnels. *Yogourt et yoga* est son quatrième recueil de textes divers, de 1962 à 2003 ; chroniques de *Combat* ou du *Monde*, articles dans différentes publications, conférences ou lettres.

Le livre s'ouvre sur l'orthodoxie : on connaît sa place dans la tête et le cœur de notre auteur. Dès 1962, il adjure ses frères dans la foi de ne pas sacrifier la pastorale à la contemplation. Dix ans plus tard, présentant dans *France catholique* un panorama de la vie orthodoxe en France, il critique le célibat des prêtres catholiques, s'enfermant dans des arguments peu aptes à convaincre des lecteurs de Jean-Paul II... Mais il nous touche au cœur quand il évoque ces fidèles qui s'apprentent à recevoir l'Eucharistie, ayant aux lèvres la magnifique prière que récitent les orthodoxes avant la communion, invoquant le bon larron, la

prostituée, l'enfant prodigue (soit dit en passant, la prière « occidentale » du centurion, Seigneur, je ne suis pas digne..., n'est pas mal non plus !).

Les thèmes s'enchaînent ensuite très vite, au rythme des textes retenus. Nous voici aussitôt en contact avec un compagnonnage intime : les anciens Romains. Si Matzneff les aime à ce point, ce n'est pas tant pour leurs exploits militaires et politiques que pour leur art de vivre, païen certes, mais aux antipodes de la boursoufflure contemporaine. Ce qui, « paradoxalement, n'est aujourd'hui croyable que chez un chrétien ardent » notait Boutang dans sa préface au *Banquet* de Platon.

Encore quelques pages et nous déboulons dans le monde de Tintin, à travers qui le petit Gabriel découvrit la politique mondiale : « Je suis convaincu que mon engagement en faveur de la Serbie a sa source dans la pratique, dès l'âge des culottes courtes, du Sceptre d'Otokar ». Confirmation : la récente photo d'un oléoduc irakien en flammes semblait tirée d'*Au pays de l'or noir* - sans parler de la mine furieuse des délégués japonais à la SDN dans *le Lotus bleu* ; on jurerait notre Conseil de sécurité..., et sans oublier non plus *Tintin chez les Soviétiques*, notre toute première représentation de la Russie soviétique. Je me rappelle l'immense curiosité avec laquelle je découvris, en 1967, le monde des dissidents moscovites tel que Matzneff l'évoquait dans une série de chroniques de

Combat. Le voyage de Moscou était alors difficile et parfois risqué. Quelle émotion de relire aujourd'hui ces pages d'une autre époque ! Il faudra attendre encore six ans avant que l'*Archipel du Goulag* commence à dessiller les paupières trop lourdes.

Le 8 juin dernier, le cœur de Louis XVII était inhumé à Saint-Denis. Comment ne pas penser à ce passage de *Vingt ans après* qui a tant marqué Matzneff : « Je me souviens de l'impression extraordinaire que me produisirent le pèlerinage à la basilique de Saint-Denis que fait Athos avec Raoul de Bragelonne, âgé de quinze ans, et sa méditation devant la tombe de Louis XIII : « Raoul, sachez distinguer toujours le roi de la royauté ; le roi n'est qu'un homme, la royauté, c'est l'esprit de Dieu ». » Dans un autre chapitre de *Vingt ans après*, Athos, caché sous l'échafaud, assiste au supplice du roi Charles I^{er} : « Adieu, Majesté sainte et martyre, balbutia Athos glacé de terreur. » Cette scène, dit Matzneff, « aura autant fait pour imprimer dans les cœurs généreux l'amour de la monarchie que les textes doctrinaux d'un Joseph de Maistre ou d'un Pierre Boutang. »

L'un des grands combats de ce livre est la dénonciation de l'ordre moral. On peut à bon droit se poser des questions sur les fragilités de la psychologie adolescente, et nous n'y manquons pas. Ce qui ne nous empêchera en rien de partager nombre des colères de Matzneff contre l'hypocrisie des pitoyables donneurs de leçons dont notre société libérale-libertaire regorge.

Yogourt, yoga : tirés d'une réplique d'un film de Billy Wilder, ces mots veulent résumer la diététique du corps et de l'esprit à la base de l'art de vivre matznévien. Saine pratique, qui ne pourra que nous faire du bien, au matériel comme au spirituel !

Christian THERVAINE

(1) Gabriel Matzneff - « *Yogourt et Yoga* », La Table ronde, 2004, prix franco : 20 €.

(2) Vient aussi de sortir un nouveau volume de son journal, « *Calamity Gab*, janvier 1985-avril 1986 », Gallimard, 2004, prix franco : 25 €.

On peut également visiter www.matzneff.com !

Quand le parti socialiste prépare le passé

Les socialistes ne comprendront-ils jamais quelque chose aux institutions de la V^e République ? Mais, il est vrai, que reste-t-il encore des institutions léguées par le général de Gaulle que sont venues modifier, depuis une décennie, tant de réformes et qu'a dénaturées l'adoption du quinquennat ? Mais surtout, quel sens peuvent encore avoir des institutions nationales alors que le Conseil constitutionnel vient d'annoncer son intention de se saborder face aux diktats de la commission européenne ?

Quoi qu'il en soit, le parti socialiste est certainement le parti le plus rétrograde de France - non que l'UMP soit l'avant-garde du progressisme, mais ce syndicat de copropriétaires mérite-t-il vraiment le nom de parti ? On sait que le PS n'a aucun projet économique et social à présenter aux Français, qui rompt avec l'orthodoxie ultra-libérale de l'actuelle majorité - pour la simple et unique raison que Raffarin ne fait que développer les conséquences mortifères de la politique jospinienne. En outre le PS dissimule - à qui veut le croire - son absence de débat politique de fond en naviguant à vue sur les questions sociétales - ainsi Mamère, qui n'a en l'occurrence même pas représenté ses administrés a pu imposer au premier parti électoral de France un débat sur le mariage homosexuel, que même Villepin se croit obligé de qualifier « *grand débat de société* ». Voici que pour combler un vide existentiel, que ne saurait pallier un contresens électoral avec les Français, le PS a décidé de se pencher sur l'avenir institutionnel en fixant les yeux... sur le rétroviseur.

Car, en la matière du moins, le PS, qui a tout trahi - les idéaux sociaux, le fameux

« peuple de gauche » et le reste - demeure fidèle à son incompréhension foncière des institutions de la V^e République. De Mendès France à Hollande en passant par Mitterrand, les socialistes n'ont pu faire leur deuil de la III^e ou de la IV^e République, voire de la II^e !

La responsabilité de Chirac

Certes, ils ont beau jeu de vouloir porter les derniers coups à des institutions dont Jacques Chirac, en vue de se faire réélire en 2002, a dénaturé l'équilibre en faisant adopter le quinquennat : en amenant la dimension politique à empiéter sur la fonction arbitrale, par la confusion des temporalités législative et présidentielle, le quinquennat ne peut qu'amoinrir la fonction arbitrale - ce qu'il y a de monarchique dans nos institutions.

Or, c'est précisément ce peu d'arbitral qui y demeure qui insupporte les constitutionnalistes du PS, Vallini, Montebourg ou Hollande. Pour ce dernier, il est inadmissible que Jacques Chirac « *pratique ce mandat raccourci en restant sur la fonction arbitrale que pouvait avoir la présidence version longue* ». L'aveu, de taille, est celui de la concep-

tion social-démocrate furieusement anti-royale de l'État, impliquant une définition volontariste de la République comme régime de la « femme sans tête ». La décapitation du politique est le concept fondateur d'un tel régime qui, on le sait, en France conduisit toujours à l'échec.

Certes, la pratique institutionnelle de l'hôte actuel de l'Élysée fait la part belle aux socialistes. De fait, l'UMP et le PS partagent la même pratique d'un parlementarisme oligarchique, totalement coupé des Français. Lorsque le député Vallini, chargé des questions institutionnelles au PS, affirme que le quinquennat « *voudrait justement que [le président de la République] soit en première ligne* », il a raison : et c'est justement pour cela que la NAR s'opposa à la réforme ! Mais il y a en revanche contresens volontaire, lorsque le PS fait semblant de confondre dimension arbitrale et absence apparente du président de la République de la scène politique. En effet, Raffarin n'existe pas, ce que les Français ont commencé à comprendre aux régionales - et ont confirmé aux européennes. L'UMP, créé par Chirac et pour Chirac, est bien le parti d'un président qui est le véritable promoteur de toutes les réformes imposées à un

pays qui n'en veut pas. Jacques Chirac n'a rien d'un arbitre !

Montebourg comme Le Pen...

Pour le PS, il s'agit de désacraliser définitivement la fonction présidentielle : Montebourg, à l'instar de Le Pen il y a quelques années, ne cesse de réclamer une VI^e République qui verrait la fin de l'élection du président de la République au suffrage universel et un véritable statut pénal - à l'américaine - du chef de l'État. Hollande hésite entre un régime présidentiel avec la suppression du poste de Premier ministre et le renforcement du parlement - en clair le retour à la II^e République avec à la clef le blocage des institutions -, comme Montebourg le retour pur et simple aux institutions de la III^e ou de la IV^e République - avec à la clef la paralysie de l'État que provoque le parlementarisme oligarchique, mais l'Europe, il est vrai, nous libérera bientôt du souci de l'État - ou un mixte des deux dans lequel, la fonction arbitrale ayant disparu, le Premier ministre n'est plus qu'un ministre coordinateur - en bref, la situation actuelle.

Un « logiciel » périmé !

Ayrault, porte-parole du PS à l'Assemblée nationale, déclarait au Monde du 16 juin dernier que, pour le PS, « *le plus dur reste à faire : la mise à jour de notre logiciel intellectuel et politique* ». Ne sait-il pas que rien ne se périmé plus vite qu'un logiciel ? D'ailleurs, Vallini, en pleine préparation de son « *séminaire de réflexion* » du 29 juin sur les institutions, optant pour le régime présidentiel, jugeait déjà périmé le quinquennat et optait pour un mandat présidentiel de... six ans pour ne plus dépendre des législatures !

De qui se moque-t-on ?

Axel TISSERAND

La force des faibles

Nous sommes trop peu. Nous sommes trop pauvres. Nous agissons dans l'isolement politique le plus complet. Dès lors, à quoi bon persévérer ?

Certains de nos adversaires, à droite, murmurent que nous ne sommes que deux ou trois. En ce cas, nous ne publierions pas un journal, une revue et un bulletin d'histoire du royalisme : nous échangerions nos impressions par lettres ou par messages sur la Toile.

D'autres, à gauche, confirment que notre royalisme n'est plus rien. Ce rien s'exprime, participe à des campagnes électorales et reçoit à son domicile - pardon en son néant - les plus éminents penseurs et les jeunes chercheurs les plus prometteurs de notre époque.

Il est vrai que nous ne sommes pas très nombreux mais nous aimerions qu'on fasse de temps à autre un concours avec d'autres groupements politiques - avec trois fois rien dans les porte-monnaie. A l'exception des communistes, pas un seul parti politique n'a réussi à faire vivre aussi longtemps un journal engagé : on se souvient à peine des titres socialistes de l'époque mitterrandienne (*L'Unité, Vendredi*) et de la Lettre (gaulliste) de la Nation. Nous avons aussi vu disparaître des clubs de réflexion plus richement dotés que la modeste société de pensée que nous réunissons à Paris le mercredi soir depuis plus de trente ans et qui envoie autant que possible ses délégués hors de la capitale.

Où donc les faibles que nous sommes puisent-ils la force de persévérer ? La réponse est dans l'examen de notre souscription annuelle : nos abonnés nous adressent des dons plus que généreux et acceptent en général que leur nom soit publié. Tout se fait et se dit dans la clarté et notamment ceci : une proportion significative de nos abonnés et de nos

donateurs ne partagent pas notre conviction royaliste mais apprécient notre manière d'être et d'agir en politique. Les apôtres de la « transparence » devraient nous décerner une médaille en cristal et les chauds partisans des « valeurs » pourraient sans déchoir nous féliciter pour notre honnêteté.

Mais cette rigueur est considérée comme une anomalie dérisoire par les puissants du jour. Tant pis. L'indifférence des grands médias et des milieux « corrects » ne nous affecte pas puisque nous sommes régulièrement invités à nous exprimer dans divers colloques et publications où s'élaborent les révolutions de l'avenir. Voilà qui nous oblige à renforcer la cohérence de notre projet politique, à améliorer la qualité de nos publications, à développer le réseau de nos amitiés en France et à l'étranger.

Nous sommes trop occupés pour nous inquiéter du qu'en-dira-t-on. Mais pas assez imbus de nous-mêmes pour ne pas souligner notre principale faiblesse : les alliances politiques ont toujours été indispensables à notre développement et nous sommes aujourd'hui politiquement isolés : les mouvements gaullistes, nos alliés naturels, ont disparu les uns après les autres et l'échec de Jean-Pierre Chevènement a disloqué le « parti patriote » dans lequel communistes, gaullistes et royalistes auraient pu se retrouver.

Nous sommes seuls, l'arme au pied, mais toujours prêts à transformer notre société de pensée en mouvement politique si, pour la nation tout entière, un recours se présentait.

Yvan AUMONT

C'est gagné !

Oui, c'est gagné. La souscription a atteint l'objectif fixé des 14 000 euros. Non sans mal et après nous avoir procuré quelques frayeurs. Mais, une fois de plus, nos amis se sont mobilisés pour assurer la pérennité de *Royaliste* et cela nous fait chaud au cœur. Un grand merci à tous. Nous publierons les résultats définitifs dans le numéro de rentrée du journal qui sera daté du 20 septembre afin de comptabiliser les retardataires (qu'ils se rassurent, leurs dons seront quand même acceptés...).

Y.A.

9^e liste de souscripteurs

Erika Abrams 10 € - Monique Baly 20 € - Patrick Barrau 120 € - Jacques et Denise Berbineau 45 € - Armand Boyé de Kermorlan 40 € - Philippe Cailleux 60 € - Amadeu Ciscar Penella 142 € - Eric de Montcornet de Caumont 150 € - Jean Charbonnel 50 € - P.C.D.B.(Paris) 100 € - Marcel Conche 100 € - Michel Cornet 50 € - Denis Cribier 85 € - Jean Dauvergne 20 € - F.D. (Hauts-de-Seine) 50 € - Marc Desaubliaux 20 € - Véronique et Fabien Desmeaux 37 € - Jean-Louis Dhome 15 € - Jacques Doremieux 30 € - Philippe Favre 100 € - Jean Grimaldi d'Esdra 250 € - Laurent Gavelle 20 € - François Gerotto 204 € - Robert Gesnot 20 € - Yves Gillet 20 € - Michel Godéfroid 20 € - Jean-Claude Guillebaud 200 € - Etienne Harel 20 € - François Hiss 50 € - Isabelle Houdart 50 € - Martin Hybler 100 € - Bernard Javault 40 € - Philippe Jeannenot 22 € - Claude Jeunier 50 € - Patrice Jouault 20 € - T.K. (Hauts-de-Seine) 20 € - Jean-Louis Legoux 100 € - Jean-Yves Lignel 50 € - Patrick Louis 64 € - Gabriel Matzneff 50 € - Jacques de Poulpiquet 50 € - Philippe Prebet 50 € - Michel Puravet 190 € - Angèle de Radkowski 15 € - Pierre Reveillas 25 € - Renaud Rumin 30 € - Hervé Rumin 24 € - Bernard Sonck 200 € - Jacques Thelen 20 € - Alain Thery 20 € - Axel Tisserand 150 € - Anne-Marie Vilesy 50 € - Hubert Wiart 30 € - Benoit Wolseifen 55 €.

Total de cette liste : 3 523 €

Total précédent : 10 522,06 €

Total général : 14 045,06 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Roués sans roi

L'été est propice aux révisions. Celle de nos catégories politiques s'impose. En résumé, nous sommes passés de la démocratie à l'oligarchie ou plutôt à la forme dégradée du gouvernement de quelques-uns : la molle « gouvernance » assortie de normalisations violentes.

La monarchie élective instituée par la Constitution gaullienne subsiste mais elle est soumise à un processus de destruction enclenché par le quinquennat. Les dirigeants de droite et de gauche s'ingénient à subvertir chaque jour un peu plus la V^e République, sans s'apercevoir qu'ils continuent à cultiver ce que la monarchie présidentielle a produit de pire : les héritiers du président en fonction, faux dauphins et véritables traîtres, tous occupés de vengeances, de meurtres et d'assassinats politiques.

Nous savons que le général de Gaulle avait tenté d'empêcher cette tragi-comédie. Le fondateur de la V^e République n'avait pas d'héritier mais un successeur possible en la personne du défunt comte de Paris qui, pour divers motifs, ne s'est pas présenté devant le suffrage universel.

Cet échec dans la transmission a déclenché le cycle des guerres de succession. La mort prématurée de Georges Pompidou provoqua la première trahison avérée de Jacques Chirac et une rivalité meurtrière entre « cousins » se terminant par l'élimination de Jacques Chaban-Delmas suite aux coups bas du clan giscardien. Puis Jacques Chirac et ses hommes de main contribuèrent activement à

l'éviction de Valéry Giscard d'Estaing.

Depuis 1981, François Mitterrand et l'actuel président ont tenté de désigner une sorte de dauphin (Laurent Fabius pour l'un, Alain Juppé pour l'autre) qui fut dans les deux cas judiciairement empêché - tandis que des faux frères tentaient de récupérer l'héritage. François Mitterrand parvint in extremis à liquider Michel Rocard, et une lutte à mort est maintenant engagée entre Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy.



L'issue de la bataille nous importe moins que les dégâts qu'elle provoque : des ministères sont transformés en citadelles (aujourd'hui c'est Bercy), les responsables politiques perdent leur temps et gaspillent leur énergie dans les combats tactiques, la politique en tant que telle se consume dans les démonstrations d'efficacité gestionnaire.

Conclusion ? Il ne suffit pas d'être monarchiste. L'unité de la décision est la meilleure des choses quant elle est assumée par le général de Gaulle, la pire quand c'est une girouette plombée par le Medef qui prend la place de l'arbitre. C'est l'une des raisons qui nous incitent à souhaiter une monarchie royale.

Aux conflits entre les rivaux, la royauté n'oppose pas l'hérédité comme on le répète trop souvent, mais une règle de succession qui inscrit dans le droit les principes d'arbitrage souverain et de continuité de l'État. C'est ainsi que le pouvoir politique peut s'incarner dans la temporalité historique comme on le voit dans maints pays.

Mais il ne suffit pas d'être royaliste.

« Être pour la royauté », cela fait partie des bonnes intentions dont l'enfer est pavé. S'ouvre toute grande la voie du mysticisme royaliste, religion naïve du roi déifié qui se dégrade d'ordinaire en mystifications éhontées - et parfois en manipulations électorales.

« Être pour la royauté », quand il existe une dynastie royale précisément nommée et située dans l'histoire nationale, c'est rendre abstraite une royauté d'ores et déjà incarnée. Cette opération, véritable déni de légitimité, est très dangereuse pour les royalistes : l'un peut se prendre pour le roi, l'autre se faire prince de son idéologie royalisante (1). A ces deux formes de folie douce s'ajoute maintenant le non-choix ridicule qui consiste à placer les royalistes dans la position de parieurs attendant les résultats d'une loterie dynastique...

La fidélité des royalistes à la Maison de France évite ces postures et ces impostures. C'est une fidélité difficile, parfois douloureuse, lourde de drames, de colères, de remontrances... Mais qu'on le sache : au confort des allégories fleurdelysées nous préférons, dans l'espérance, les joies et les déceptions de la vie même.

Bertrand RENOUVIN

(1) A propos de personnalisation, il est utile de rappeler que la Nouvelle Action royaliste n'a pas de président, mais une direction collégiale. Je ne suis que le porte-parole habituel, et non pas statutaire, de notre organisation.